

Informateur royal cherche porte de sortie

Bart De Wever doit remettre ses conclusions au Roi ce mardi.

Et la suite ? Voici les différents scénarios possibles.

En attendant, le PS ne reste pas inactif et travaille le CDH au corps...

Bart De Wever prolongé. Comme préformateur ?

La partie de poker s'intensifie. La N-VA a la main mais ne marque pas encore de points. Le CD&V avance tête baissée, quitte à gaspiller ses atouts. Le MR se contente de suivre. Enfin, le CDH, plus que jamais, ne laisse rien transparaître de son jeu.

La mission d'information de Bart De Wever, le président des nationalistes flamands, entre dans une phase décisive. Il doit remettre aujourd'hui ses "conclusions" au Roi (dixit le communiqué du Palais du 10 juin). Il n'est sans doute pas encore question pour les protagonistes de cette partie à haute tension d'abattre leurs meilleures cartes. Mais ils vont devoir dévoiler un coin de leur main. Comprenez : dire s'ils sont prêts à s'aventurer un pas plus loin dans une coalition de centre-droit (N-VA, CD&V, MR et CDH), seul scénario gouvernemental actuellement testé. A cet égard, il existe quatre options, la première et la deuxième émergent.

1 Une troisième prolongation de la mission d'information. Après trois semaines de travail, cela signifierait que Bart De Wever n'abandonne pas la piste du gouvernement de centre-droit, mais qu'elle commence à avoir du plomb dans l'aile. Gare, donc, à l'enlisement qui déjà pointe son nez... Le CD&V tente toujours de convaincre le CDH de monter à bord. Sans réel succès pour le moment. Il nous revient, par exemple, que le vice-Premier CD&V, Pieter De Crem, devait rencontrer jeudi dernier à Bastogne le président des humanistes, Benoît Lutgen. Rendez-vous annulé le matin même par le local de l'étape. Depuis, les contacts sont (quasi) inexistantes entre les deux partis. Dans un autre registre, la prolongation de la mission pourrait aider le MR et le CDH à retrouver un peu de confiance l'un en l'autre. Sacré défi !

2 Bart De Wever devient préformateur. Ou une autre mission du même genre, qui laisse entendre

que les choses avancent. Le CDH demande depuis quelques jours des notes, avec des engagements concrets, de la part du président de la N-VA. Ce dernier s'y refuse, de peur qu'elles ne fuitent illico dans la presse, voire au boulevard de l'Empereur (siège du PS, avec qui le CDH s'est engagé dans les Régions)... Une mission de préformation aurait deux avantages. D'une part, limiter très officiellement le cercle des discussions à quatre formations : N-VA, CD&V, MR et CDH. Et, d'autre part, parler de contenu comme le souhaite le CDH, mais sans s'engager formellement dans une phase de formation de gouvernement. Ce qui laisserait le jeu (un peu) ouvert à d'autres formations (Open VLD et PS surtout, voire le SP.A). En termes de contenu justement, il semble que, sur le plan institutionnel, Bart De Wever ait laissé ses ambitions confédérales au vestiaire et accepte de se concentrer sur la seule mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat durant la législature. Le nœud du problème est donc surtout socio-économique.

3 Une mission royale pour le CD&V. Probablement pour son président Wouter Beke. Les sociaux-chrétiens flamands veulent, comme la N-VA, un gouvernement de centre-droit, qui exclut le PS. Leur mission : convaincre le CDH d'embarquer. Ou, à défaut, accepter l'Open VLD dans la coalition, ce qu'ils refusent pour le moment. Ceci dit, même dans ce cas (le CDH dehors, l'Open VLD dedans), il faudrait encore que le MR accepte d'être le seul parti francophone de la majorité...

4 Un nouvel informateur. Bart De Wever jette l'éponge. Il dit au Roi qu'il n'est pas en mesure de rassembler des partis pour former un gouvernement et cède le flambeau. Perspective de crise... Improbable toutefois dans l'immédiat, "seulement" trois semaines après les élections.

Antoine Clevers

En attendant, le boulevard de l'Empereur bichonne Lutgen...

Au fédéral, le PS est au balcon. Pour le moment, les contacts entre la N-VA, le MR, le CDH et le CD&V sont plongés dans l'obscurité d'une nuit sans lune pour les socialistes francophones. "Rien ne filtre", confie une source PS proche du boulevard de l'Empereur. Alors, en attendant que Bart De Wever réussisse ou échoue, le PS soigne ses rapports avec l'homme-clef, Benoît Lutgen, le président du CDH. Sur le plan humain comme sur le plan nettement plus politique.

Ce n'est pas vraiment neuf : un climat de relative confiance réciproque a été installé entre le patron des humanistes et la tête du PS depuis longtemps. C'est cette qualité des relations, outre les considérations de stratégie purement partisane, qui a contribué à décider du fameux axe PS-CDH qui s'est révélé être le tronc de base des majorités régionales.

Au fédéral cependant, cet axe n'existe pas de manière aussi claire et nette. Les socialistes n'ont pas de garantie que le CDH, finalement, après des mois de pourrissement éventuel des négociations, ne se jette pas dans les bras de la N-VA pour un gouvernement dit "des droites".

Par contre, le PS peut user d'armes tacites pour bien faire réfléchir le bourgmestre de Bastogne aux conséquences pour le CDH d'une participation à un exécutif fédéral anti-PS... En effet, Elio Di Rupo et Paul Magnette ont Benoît Lutgen en ligne tous les jours pour la formation des gouvernements wallons, bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Voilà autant d'occasions de mettre en balance

d'éventuels portefeuilles ministériels plus importants pour le CDH si ce dernier se révélait fidèle au PS au fédéral. Comment ? Par exemple, en négociant du bout des doigts avec l'informateur royal, en faisant traîner les choses... Le tout en attendant que Bart De Wever, faute de coalition à proposer au Roi, doive jeter l'éponge. Dans ce cas, le PS pourrait revenir dans la course si l'informateur qui succédera au bourgmestre d'Anvers ressort la majorité tripartite de son chapeau.

Lutgen, "Monsieur non"

Mais, on n'en est pas là. Si ce scénario se réalise, ce sera après des semaines de non-négociations avec la N-VA. Et donc, il est impératif pour le boulevard de l'Empereur que Benoît Lutgen tienne bon en jouant au "Monsieur non". Un peu comme Joëlle Milquet avait joué à "Madame non" en 2007,

lors des pourparlers pour la première Orange bleue qui avaient finalement débouché sur un maintien du PS au gouvernement fédéral.

Le PS sait toutefois que le CDH de 2014 n'est plus dominé par les mêmes courants politiques que celui de 2007 et qu'une partie non négligeable des humanistes est tentée par l'aventure à droite avec les nationalistes flamands pour se défaire de l'image d'un CDH "scotché" aux socialistes. Le PS craint aussi que les sociaux-chrétiens flamands du CD&V réussissent leur travail de sape auprès de leur parti frère francophone pour le pousser à rentrer dans des négociations sérieuses avec la N-VA.

Frédéric Chardon

Au fédéral, l'axe PS-CDH n'existe pas de manière aussi claire que dans les Régions.

La grogne monte à la N-VA suite à la cooptation au Sénat

Contrairement au proverbe latin "Quod abundat non vitiat", abondance de biens peut nuire. Il y avait trop d'appelés pour deux élus cooptés à la N-VA. Et ça provoque des remous qui débordent sur les réseaux sociaux et sur le Net. Après un court état de grâce dû à l'effet de surprise de l'arrivée du "lapin blanc" Jan Becaus, les langues se délient face aux choix des hiérarques du parti. Et puis surtout des commentaires fusent de là où on les attendait moins, notamment de "Doorbraak.be", le porte-voix jusqu'il n'y a guère du Vlaamse Volksbeweging, le Mouvement populaire flamand... piloté aujourd'hui notamment par des proches de la N-VA.

Le tombeur d'Happart passe à la trappe

Huub Broers, le bourgmestre des Fourons, a démenti sur Radio Een d'avoir voulu le siège de Becaus ou celui de Pol Van Den Driessche mais on a senti que le "tombeur" de la majorité happartiste espérait être récompensé pour ses états de service. Il n'avait d'ailleurs retiré sa candidature que contraint et forcé.

Reste qu'il y a un malaise : davantage que la rancœur de Broers, c'est surtout la colère de Matthias Storme sur Facebook qui amène de sérieuses questions : cet avocat et constitutionnaliste des universités de Leuven et d'Anvers, compagnon de route de longue date, a très mal pris d'avoir été évincé par "un extérieur, journaliste sans bagage juridique" alors que le Sénat veut de vrais spécialistes. Surprenant : l'ex-Belanger Jurgen Ceder partage ce point de vue. Enfin, la désignation de Van Den Driessche fait jaser : l'ex-journaliste était toujours conseiller ès-médias du parti et donc salarié de la N-VA.

Christian Laporte